

J. JAUMOTTE, conseiller d'Etat,  
Mme C. GIGOT, greffier,  
Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.  
La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.  
Le greffier, Le président,  
C. Gigot Ph. Hanse

J. JAUMOTTE, staatsraden,  
Mevr. C. GIGOT, griffier.  
Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.  
De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer. P. LIENARDY.  
De griffier, De voorzitter,  
C. Gigot Ph. Hanse

**27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant la période de prestation de la composante géographique fixe du service universel des communications électroniques**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment l'article 71, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 29 mars 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2007;

Vu l'avis 42.460/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation et de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La période de prestation de la composante géographique fixe du service universel, telle que visée à l'article 70 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, est fixée à cinq années civiles complètes à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté ministériel portant désignation du prestataire de ladite composante.

**Art. 2.** Notre Ministre qui a les Communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

**27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de periode van verrichting van het vaste geografische element van de universele dienst inzake elektronische communicatie**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 71, § 1;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van 29 maart 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 februari 2007;

Gelet op advies 42.460/4 van de Raad van State, gegeven op 18 april 2007;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken en van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De periode voor de verrichting van het vaste geografische element van de universele dienst, als bedoeld in artikel 70 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, wordt vastgesteld op vijf volle kalenderjaren vanaf 1 januari volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het ministerieel besluit tot aanwijzing van de aanbieder van het voormelde element.

**Art. 2.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Elektronische Communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 3045

[C - 2007/11247]

**27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les exigences de base auxquelles doivent répondre les nouveaux postes téléphoniques publics qui viennent d'être installés afin d'en faciliter l'utilisation pour les utilisateurs handicapés**

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques fixe un certain nombre de prestations de base au titre du service universel des communications électroniques, parmi lesquelles la mise à disposition de postes téléphoniques publics telle que visée à l'article 75 de ladite loi.

Les normes applicables à ces postes téléphoniques publics sont, pour l'essentiel, définies dans l'annexe à ladite loi.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 3045

[C - 2007/11247]

**27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de basisvereisten waaraan de nieuw geplaatste openbare telefoons moeten voldoen teneinde het gebruik te vergemakkelijken voor mensen met een handicap**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie stelt een aantal basisverrichtingen vast in het kader van de universele dienst inzake elektronische communicatie, waaronder de beschikbaarstelling van openbare telefoons, zoals bedoeld in artikel 75 van die wet.

De normen die voor die openbare telefoons gelden, zijn voor het grootste deel vastgesteld in de bijlage bij die wet.

Toutefois, l'article 27 de la même annexe prévoit l'adoption d'un arrêté royal en vue de déterminer les exigences de base auxquelles doivent répondre les nouveaux postes téléphoniques publics qui viennent d'être installés afin d'en faciliter l'utilisation pour les utilisateurs handicapés.

Le présent projet d'arrêté vise à exécuter l'article 27 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

#### COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article premier contient quelques définitions parmi lesquelles on notera tout particulièrement la définition de « poste téléphonique public ». Celle-ci fixe le champ d'application du présent arrêté aux postes mis en service après l'entrée en vigueur de l'arrêté, et répond de la sorte à l'exigence contenue à l'article 27 de l'annexe à la loi selon laquelle « l'arrêté précité déterminera ce qu'il faut entendre par postes téléphoniques publics qui viennent d'être installés ».

Les articles 2 à 4 contiennent les normes spécifiques en ce qui concerne l'aspect général, la présentation et l'habillage des postes téléphoniques publics.

L'article 2 vise l'accessibilité générale et le confort des postes téléphoniques publics, notamment en termes de luminosité, d'espace et de sécurité.

L'article 3 fournit des prescriptions quant à l'emplacement de l'équipement terminal mis à la disposition des utilisateurs à l'intérieur de l'espace constitué par le poste téléphonique.

L'article 4, fixe quant à lui, une norme de référence pour l'élaboration du pavé numérique et les touches fonctionnelles. Cette norme est complétée par d'autres dispositions de l'arrêté concernant les touches numériques et fonctionnelles, notamment les articles 5 à 7.

Les articles 5 à 8 constituent la seconde sous-section comprise dans les normes spécifiques, et concernent plus particulièrement les mesures destinées à faciliter la perception sensorielle par les utilisateurs handicapés.

L'article 5 contient les prescriptions relatives à l'amplification de la réception sonore dans l'écouteur du combiné téléphonique.

L'article 6 formule les normes applicables aux touches numériques et fonctionnelles en termes de configuration physique, de pression, et de feedback à l'intention des utilisateurs.

L'article 7 complète les normes prévues à l'article 6 en ce qui concerne la touche numérotée « 5 » qui doit être munie d'un point tactile spécifique permettant aux personnes malvoyantes de repérer plus facilement la juxtaposition des numéros. Un code de couleurs standard est en outre exigé pour les fonctions d'annulation, de confirmation et de correction.

L'article 8 concerne l'écran d'affichage dont tout poste téléphonique public au sens du présent arrêté doit être équipé. Les mesures reprises dans cet article ont toutes pour objectif d'assurer une lisibilité maximale des indications données via l'écran d'affichage.

L'article 9 vise à offrir aux utilisateurs un confort d'écoute renforcé en prévoyant que la surface de l'oreille soit autant que possible couverte par l'écouteur du combiné, de telle sorte que les sons et bruits extérieurs soient suffisamment couverts.

L'article 10 fixe un certain nombre d'obligations concernant la configuration de la partie de l'équipement terminal destinée à l'utilisation d'un moyen de paiement par carte. L'objectif est ici principalement de permettre aux personnes présentant des capacités musculaires réduites de pouvoir introduire et récupérer facilement leur carte de paiement.

L'article 11 prévoit un double affichage (audio-visuel) de tout message essentiel à destination de l'utilisateur pour ce qui concerne le fonctionnement de l'équipement terminal. L'on pense, par exemple, à tout message informant l'utilisateur du rejet de sa carte de paiement.

L'article 12 vise à permettre une bonne maniabilité du combiné téléphonique.

L'article 13 vise à permettre aux personnes ayant des difficultés motrices, ou dont les facultés physiques ou mentales sont altérées, de bénéficier d'un temps suffisant pour procéder à l'introduction dans l'équipement terminal de toutes les données nécessaires à l'établissement d'une communication, et en particulier du numéro de leur correspondant.

L'article 14 prévoit une indication spécifique pour le cas où la durée de communication disponible par le moyen de paiement utilisé arrive à expiration. Cette indication doit être claire, visible et audible.

Artikel 27 van dezelfde bijlage bepaalt echter dat er een koninklijk besluit moet worden aangenomen om de basisvereisten vast te stellen waaraan nieuwe openbare telefoons moeten voldoen om het gebruik te vergemakkelijken voor gebruikers met een handicap.

Het onderhavige ontwerpbesluit heeft tot doel artikel 27 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie ten uitvoer te leggen.

#### COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel een bevat een aantal definities, waarbij de definitie van "openbare telefoon" speciale aandacht verdient. Daarin wordt bepaald dat het onderhavige besluit van toepassing is op de toestellen die na de inwerkingtreding van het besluit in werking worden gesteld en op die manier wordt voldaan aan de eis van artikel 27 van de bijlage bij de wet, die luidt: "Voormeld besluit zal bepalen wat onder nieuw geplaatste openbare telefoons moet worden verstaan".

De artikelen 2 tot 4 bevatten de specifieke normen wat betreft het algemene uiterlijk, het voorkomen en de cel van de openbare telefoons.

Artikel 2 slaat op de algemene toegankelijkheid en het comfort van de openbare telefoons, met name in termen van helderheid, ruimte en veiligheid.

Artikel 3 geeft voorschriften in verband met de plaatsing van het eindtoestel dat aan de gebruikers beschikbaar wordt gesteld binnen de ruimte die door de telefoon wordt gevormd.

Artikel 4 stelt dan weer een referentienorm vast voor de uitwerking van het numerieke toetsenbord en de functietoetsen. Die norm wordt aangevuld door andere bepalingen van het besluit met betrekking tot de numerieke toetsen en functietoetsen, met name de artikelen 5 tot 7.

De artikelen 5 tot 8 vormen de tweede onderafdeling die in de specifieke normen vervat is, en hebben in het bijzonder betrekking op de maatregelen die bestemd zijn om de zintuiglijke waarneming door de gehandicapte gebruikers te vergemakkelijken.

Artikel 5 bevat de voorschriften in verband met de versterking van de geluidsontvangst in het oorstuk van de hoorn.

Artikel 6 formuleert de normen die van toepassing zijn op de numerieke toetsen en functietoetsen in termen van fysieke vorm, druk en feedback ten behoeve van de gebruikers.

Artikel 7 vult de normen van artikel 6 aan wat betreft de toets met nummer 5, die voorzien moet zijn van een specifiek tastbaar punt waardoor slechtzienden gemakkelijker de positie van de nummers kunnen herkennen. Bovendien wordt een standaard kleurencode geëist voor de annuleer-, bevestigings- en correctiefunctie.

Artikel 8 betreft het weergavescherm waarmee elke openbare telefoon in de zin van het onderhavige besluit moet zijn uitgerust. De maatregelen die in dat artikel zijn opgenomen hebben allemaal tot doel te zorgen voor een maximale leesbaarheid van de vermeldingen die op het weergavescherm verschijnen.

Artikel 9 is erop gericht om aan de gebruikers een hoger luistercomfort te bieden, door ervoor te zorgen dat het ooroppervlak zoveel mogelijk door het oorstuk van de hoorn wordt bedekt, zodat geluid en lawaai van buitenaf voldoende worden geweerd.

Artikel 10 stelt een zeker aantal verplichtingen vast in verband met de vorm van het gedeelte van het eindtoestel dat bestemd is voor het gebruik van een kaart als betaalmiddel. Het doel is hier voornamelijk om personen met verminderde spierkracht in staat te stellen om hun betaalkaart gemakkelijk in te steken en terug te nemen.

Artikel 11 voorziet in een dubbele weergave (audiovisueel) van alle essentiële berichten ten behoeve van de gebruiker wat de werking van het eindtoestel betreft. Daarbij wordt bijvoorbeeld gedacht aan alle berichten die de gebruiker melden dat zijn betaalkaart is geweigerd.

Artikel 12 is erop gericht een goede hanteerbaarheid van de telefoonhoorn mogelijk te maken.

Artikel 13 wil personen met motorische problemen, of personen met een verminderd fysiek of mentaal vermogen voldoende tijd geven om in het eindtoestel alle gegevens in te voeren die nodig zijn om een gesprek tot stand te brengen, in het bijzonder het nummer van de persoon die wordt opgebeld.

Artikel 14 voorziet in een specifieke vermelding voor het geval waarin de gespreksduur die volgens het gebruikte betaalmiddel beschikbaar is, ten einde loopt. Die vermelding moet duidelijk, zichtbaar en hoorbaar zijn.

L'article 15 prévoit une procédure de notification préalable de tout projet d'installation d'un poste téléphonique public au sens du présent arrêté.

L'article 16 n'appelle aucun commentaire.

L'avis du Conseil d'Etat n° 42.666/4 du 24 avril 2007 a été partiellement suivi.

La remarque du Conseil d'Etat portant sur l'absence de communication du projet d'arrêté à la Commission européenne en application de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques n'a pas été suivie. En effet, les normes fixées dans le présent arrêté, dans la mesure où elles portent exclusivement sur les postes téléphoniques mis à disposition par le prestataire de la composante concernée du service universel, qui est spécifiquement désigné à cet effet, ne portent pas sur un produit de fabrication industrielle au sens de la directive précitée. De plus, puisque ces normes s'appliquent à un seul acteur du marché des postes téléphoniques publics, elles ne sont pas de nature à entraver la libre circulation des produits dans le chef d'autres opérateurs.

La remarque du Conseil d'Etat portant sur la définition de « poste téléphonique public » n'a pas été suivie, car cette définition constitue l'exécution de la mission confiée spécifiquement au Roi, par l'article 27 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, de préciser ce qu'il convient d'entendre par « postes téléphoniques publics qui viennent d'être installés », et ne pose aucune difficulté de légistique ni de compétence.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

La Vice-Première Ministre  
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

Avis 42.666/4 du 24 avril 2007  
de la section de législation  
du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 30 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les exigences de base auxquelles doivent répondre les nouveaux postes téléphoniques publics qui viennent d'être installés afin d'en faciliter l'utilisation pour les utilisateurs handicapés", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### Formalités préalables

1. Comme l'indique l'Inspecteur des Finances, le projet à l'examen n'a pas d'incidence budgétaire. La mention de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Ministre du Budget sera donc omise du préambule.

2. L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) est requis en vertu de l'article 27 de l'annexe de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Un avis favorable a été donné par l'Institut le 29 mars 2007. Cet avis mentionne qu'il porte sur une version du texte en projet datée du 20 septembre 2006. S'il s'avère que cette version a fait l'objet de modifications après sa transmission à l'Institut, il appartient alors à l'auteur du projet de solliciter à nouveau l'avis de l'Institut sur le projet d'arrêté tel que modifié.

Artikel 15 voorziet een procedure voor de voorafgaande kennisgeving van alle plannen om een openbare telefoon in de zin van het onderhavige besluit te installeren.

Het artikelen 16 behoeft geen commentaar.

Het advies van de Raad van State met nr. 42.666/4 van 24 april 2007 werd gedeeltelijk gevolgd.

De opmerking van de Raad van State over het feit dat er geen ontwerpbesluit is overgezonden aan de Europese Commissie overeenkomstig Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften is niet gevolgd. De normen die in het onderhavige besluit worden vastgesteld, hebben immers geen betrekking op een product dat industrieel wordt vervaardigd in de zin van de voormelde richtlijn, omdat ze uitsluitend slaan op de telefoon-toestellen die beschikbaar worden gesteld door de aanbieder van het betrokken element van de universele dienst, die specifiek daartoe is aangewezen. Aangezien die normen van toepassing zijn op slechts één speler op de markt voor openbare telefoons, vormen ze bovendien geen belemmering voor het vrije verkeer van producten in hoofde van andere operatoren.

De opmerking van de Raad van State over de definitie van "openbare betaaltelefoon" is niet gevolgd, omdat die definitie de uitvoering is van de opdracht die specifiek aan de Koning is toevertrouwd door artikel 24 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, om te preciseren wat moet worden verstaan onder "de nieuw geplaatste openbare telefoons", en vormt geen enkel probleem qua wetgevingstechniek noch qua bevoegdheid.

We hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

Advies 42.666/4 van 24 april 2007  
van de afdeling wetgeving  
van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de basisvereisten waaraan de nieuw geplaatste openbare telefoons moeten voldoen teneinde het gebruik tot vergemakkelijken voor mensen met een handicap", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Voorafgaande vormvereisten

1. Zoals de Inspecteur van Financiën aangeeft, heeft het onderzochte ontwerp geen budgettaire weerslag. De vermelding van het advies van de Inspecteur van Financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet derhalve wegvallen uit de aanhef.

2. Het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) is vereist krachtens artikel 27 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Het Instituut heeft op 29 maart 2007 een gunstig advies verstrekt. Dit advies vermeldt dat het betrekking heeft op een versie van de ontwerpstekst die dateert van 20 september 2006. Indien blijkt dat deze versie gewijzigd is nadat ze aan het BIPT is gezonden, dient de steller van het ontwerp het Instituut te verzoeken om een nieuw advies over de wijzigingen aangebracht in het ontwerpbesluit.

3. Il ne ressort pas du dossier que le projet d'arrêté a été soumis à la Commission européenne en vertu de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

Selon l'article 8 de cette directive, les Etats membres sont normalement tenus de communiquer tout projet de "règle technique" à la Commission, en vue de permettre à celle-ci ainsi qu'aux autres Etats membres de réagir, le cas échéant, selon les règles fixées par l'article 9.

En ce qui concerne les produits, l'article 1<sup>er</sup>, 11), de la Directive 98/34/CE précitée définit la notion de "règle technique" comme étant, soit une "spécification technique", soit une "autre exigence". Selon l'article 1<sup>er</sup>, 3), la "spécification technique" est "une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit, telles que les niveaux de qualité ou de propriété d'emploi, la sécurité, les dimensions [...]". D'après l'article 1<sup>er</sup>, 4), l'expression "autre exigence" désigne "une exigence, autre qu'une spécification technique, imposée à l'égard d'un produit pour des motifs de protection, notamment des consommateurs ou de l'environnement, et visant son cycle de vie après mise sur le marché, telle que ses conditions d'utilisation, de recyclage, de réemploi ou d'élimination lorsque ces conditions peuvent influencer de manière significative la composition ou la nature du produit ou sa commercialisation".

L'arrêté en projet fixe un certain nombre de normes auxquelles doivent répondre les nouveaux postes téléphoniques publics. On relèvera, à titre d'exemple, que l'arrêté en projet impose notamment un niveau de luminosité minimum (article 2), certaines dimensions relatives à l'équipement terminal (article 3), un système d'amplification sonore permettant d'augmenter la puissance sonore de 20dB (article 5), la disposition et la forme des touches du clavier (articles 4 et 5), ainsi que des caractéristiques techniques relatives à l'ergonomie (article 10).

De telles normes répondent à la notion de "règles techniques" au sens de la Directive 98/34/CE précitée.

En conclusion, l'arrêté en projet doit être communiqué à la Commission européenne préalablement à son adoption, laquelle doit être reportée dans le délai prévu à l'article 9 de la Directive 98/34/CE, précitée.

#### Fondement juridique

##### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, définit la notion de "poste téléphonique public", alors que cette notion est déjà définie à l'article 2, 5<sup>o</sup>, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Il apparaît toutefois que par cette définition, l'auteur du projet entend préciser, conformément à l'habilitation faite au Roi par l'article 27 de l'annexe de la loi précitée, ce qu'il faut entendre par postes téléphoniques "qui viennent d'être installés".

Mieux vaudrait dès lors omettre la définition prévue à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et préciser, dans un nouvel article, que l'arrêté en projet s'applique aux postes téléphoniques qui sont mis en service après l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

##### Article 2, d)

Conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les unités de mesure légales et les étalons et les mesures nécessaires à la reproduction de ces unités, les unités de mesure légales doivent être employées dans les actes émanant des pouvoirs publics. En vertu de l'article 5 de la loi précitée, le Roi arrête le tableau qui fixe, par leur dénomination, leur définition et leur symbole, les unités légales.

Conformément au numéro 29 du chapitre I<sup>er</sup> du tableau fixant les unités de mesures légales et leurs multiples et sous-multiples, annexé à l'arrêté royal du 14 septembre 1970 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les unités de mesure légales et les étalons et les mesures nécessaires à la reproduction de ces unités, l'unité d'éclairement est le lux (lx). Le nom de l'unité ou son symbole doit donc s'écrire en minuscules.

3. Uit het dossier blijkt niet dat het ontwerpbesluit aan de Europese Commissie is voorgelegd krachtens Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.

Volgens artikel 8 van deze richtlijn moeten de lidstaten normalerwijs de Commissie onverwijld ieder ontwerp voor een "technisch voorschrift" meedelen, teneinde deze en de overige lidstaten de gelegenheid te bieden om in voorkomend geval te reageren volgens de regels vastgelegd in artikel 9.

Wat de producten betreft, omschrijft artikel 1, 11), van de voornoemde Richtlijn 98/34/EG het begrip "technisch voorschrift" als een "technische specificatie" of een "andere eis". Volgens artikel 1, 3), is de "technische specificatie" een "specificatie die voorkomt in een document ter omschrijving van de vereiste kenmerken van een product, zoals kwaliteitsniveau, prestaties, veiligheid of afmetingen [...]". Volgens artikel 1, 4), betekenen de woorden "andere eis" "een eis die, zonder een technische specificatie te zijn, ter bescherming van met name de consument of het milieu wordt opgelegd en betrekking heeft op de levenscyclus van het product nadat dit in de handel is gebracht, zoals voorwaarden voor gebruik, recycling, hergebruik of verwijdering van het product, wanneer deze voorwaarden op significante wijze de samenstelling, de aard of de verhandeling van het product kunnen beïnvloeden".

Het ontwerpbesluit stelt een aantal normen vast waaraan de nieuwe openbare telefoons moeten voldoen. Bij wijze van voorbeeld legt het ontwerpbesluit onder meer een minimaal niveau van helderheid (artikel 2) op, bepaalde afmetingen met betrekking tot het eindtoestel (artikel 3), een systeem voor de versterking van de geluidsontvangst waarmee het vermogensniveau met 20 dB kan worden verhoogd (artikel 5), de inrichting en de vorm van de klaviertoetsen (artikelen 4 en 5), alsmede technische voorschriften van ergonomische aard (artikel 10).

Zulke normen stemmen overeen met het begrip "technische voorschriften" in de zin van de voornoemde Richtlijn 98/34/EG.

Kortom, het ontwerpbesluit moet aan de Europese Commissie worden meegedeeld voordat het wordt aangenomen, zodat de goedkeuring ervan dient te worden uitgesteld gedurende de in artikel 9 van de voornoemde Richtlijn 98/34/EG bepaalde termijn.

#### Rechtsgrond

##### Dispositief

##### Artikel 1

Artikel 1, 3<sup>o</sup>, definieert het begrip "openbare telefoon", terwijl het reeds gedefinieerd is in artikel 2, 5<sup>o</sup>, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Met die definitie beoogt de steller van het ontwerp overeenkomstig de machtiging die artikel 27 van de bijlage bij de voornoemde wet aan de Koning verleent, blijkbaar echter te preciseren wat moet worden verstaan onder "nieuw geplaatste" telefoons.

Het zou derhalve beter zijn de definitie vervat in artikel 1, 3<sup>o</sup>, te schrappen en in een nieuw artikel te preciseren dat het ontwerpbesluit toepasselijk is op de telefoons die in werking worden gesteld na de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit.

##### Artikel 2, d)

Overeenkomstig artikel 7, § 1, van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen en tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van de standaarden en regels ter reproductie van deze eenheden, moeten de wettelijke meeteenheden gebruikt worden in de akten uitgaande van de overheid. Krachtens artikel 5 van de voornoemde wet stelt de Koning de tabel vast die, door hun benaming, hun definitie en hun symbool, de wettelijke eenheden bepaalt.

Overeenkomstig nr. 29 van hoofdstuk I van de tabel tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en van hun veelvoud en delen, gevoegd bij het koninklijk besluit van 14 september 1970 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meetwerktuigen en tot vaststelling van de wettelijke meeteenheden en de standaarden en regels ter reproductie van deze eenheden, is de eenheid van verlichtingssterkte de lux (lx). De naam van de eenheid of het symbool ervan moet dus met kleine letters worden geschreven.

Il y a lieu de formuler une observation similaire pour l'article 6, alinéa 2, du projet où le gramme, unité de masse (1), est utilisé pour exprimer la pression exercée sur une touche du clavier pour que celle-ci soit activée.

#### Article 15

L'alinéa 1<sup>er</sup> se limite à rappeler une compétence que l'Institut détient déjà de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges.

Or, il n'appartient pas au Roi de reproduire, dans un arrêté réglementaire, une règle déjà inscrite dans une disposition de nature législative. En effet, pareil procédé peut induire en erreur sur la nature de la règle en question. Il laisse par ailleurs à penser qu'il est au pouvoir du Roi de modifier cette règle, alors que ce pouvoir appartient au seul législateur.

L'alinéa 1<sup>er</sup> sera donc omis.

La chambre était composée de :

MM. :

Ph. HANSE, président de chambre;

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, conseillers d'Etat;

Mme C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le greffier,

C. GIGOT.

Le président,

Ph. HANSE.

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Le gramme est également reconnu comme unité de masse, à côté du kilogramme, en vertu du numéro 10, b) du tableau annexé à l'arrêté royal du 14 septembre 1970, précité.

#### 27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les exigences de base auxquelles doivent répondre les nouveaux postes téléphoniques publics qui viennent d'être installés afin d'en faciliter l'utilisation pour les utilisateurs handicapés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment l'article 27 de l'annexe à ladite loi;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 29 mars 2007;

Vu l'avis 42.666/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation et de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « Loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

2<sup>o</sup> « Institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges;

3<sup>o</sup> « Poste téléphonique public » : un poste téléphonique public visé à l'article 75 de la loi qui est mis en service après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 6, tweede lid, van het ontwerp, waarin het gram, eenheid van massa (1), gebruikt wordt om de druk op een toetsbord aan te geven die nodig is om het te doen werken.

#### Artikel 15

Het eerste lid beperkt zich ertoe te herinneren aan een bevoegdheid die het Instituut reeds bezit op basis van artikel 14, § 1, 3<sup>o</sup>, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

Het komt de Koning echter niet toe in een verordenend besluit een regel op te nemen die reeds vervat is in een bepaling van wetgevende aard. Een dergelijke werkwijze kan immers aanleiding geven tot verwarring wat betreft de aard van de betrokken regel. Daardoor wordt overigens de indruk gewekt dat de Koning bevoegd is om deze regel te wijzigen, terwijl deze bevoegdheid alleen aan de wetgever toekomt.

Derhalve moet het eerste lid vervallen.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Ph. HANSE, kamervoorzitter;

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, staatsraden;

Mevr. C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

De griffier,

C. GIGOT.

De voorzitter,

Ph. HANSE.

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Het gram wordt, benevens het kilogram, krachtens nr. 10, b), van de tabel gevoegd bij het voornoemde koninklijk besluit van 14 september 1970, eveneens erkend als eenheid van massa.

#### 27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de basisvereisten waaraan de nieuw geplaatste openbare telefoons moeten voldoen teneinde het gebruik te vergemakkelijken voor mensen met een handicap

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 27 van de bijlage bij die wet;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 29 maart 2007;

Gelet op advies 42.666/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken en van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

*Afdeling 1. — Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> « Wet » : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2<sup>o</sup> « Instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

3<sup>o</sup> « Openbare telefoon » : een openbare telefoon, als bedoeld in artikel 75 van de wet, die in werking wordt gesteld na de inwerking-treding van dit besluit.

## Section 2. — Normes spécifiques

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Disposition générale, présentation et habitacle des postes téléphoniques publics

**Art. 2.** Tout poste téléphonique public est conçu et aménagé de manière à :

- a) offrir une visibilité adéquate, notamment au moyen de signaux visuels de localisation suffisamment larges et contrastés;
- b) offrir le maximum de sécurité à l'utilisateur et garantir à celui-ci un niveau suffisant de protection de la vie privée;
- c) offrir une protection suffisante contre les intempéries et une accessibilité aisée aux personnes à mobilité réduite;
- d) offrir une zone d'activité bénéficiant d'un éclairage au moins égal à 200 lx, avec un éclairage de fond d'au moins 50 lx.

**Art. 3.** Dans tout poste téléphonique public, le bord inférieur de l'équipement terminal est placé à une hauteur d'au moins 70 centimètres au-dessus du sol.

Les commandes opérationnelles sont placées à une hauteur inférieure à 120 centimètres à partir du niveau du sol et respectent un écart minimal de 30 centimètres avec le mur d'appui de l'équipement terminal.

**Art. 4.** Le pavé numérique et les touches prévues pour des fonctionnalités particulières respectent la recommandation E161 (3/96) de l'UIT-T. En outre, les touches sont disposées de manière à permettre une différenciation tactile entre les touches numériques et les touches correspondant à d'autres fonctionnalités.

## Sous-section 2. — Dispositifs des postes téléphoniques publics facilitant la perception sensorielle par l'utilisateur

**Art. 5.** Chaque poste téléphonique public est pourvu d'un système d'amplification de la réception sonore permettant d'augmenter le niveau de puissance de 20 dB.

Cette commande est accessible depuis des touches donnant une indication tactile lors de l'utilisation.

Après chaque communication, le niveau sonore est automatiquement remis à son niveau initial.

**Art. 6.** Les touches du clavier présentent une forme concave ou dépassent le niveau général de l'équipement terminal d'au moins 3 millimètres.

Les touches du clavier sont activées après l'exercice d'une pression comprise entre 90 et 170 gr et fournissent un signal d'activation à la fois tactile, sonore et visuel via l'écran d'affichage.

**Art. 7.** La touche du pavé numérique correspondant au numéro « 5 » est seule munie d'un point surélevé respectant la norme ETSI ES 201 381, 1998.

Le clavier utilise une police de caractère ouverte et respecte le code couleur suivant :

- a) rouge pour la fonction « annuler »;
- b) jaune pour la fonction « prêt/corriger »;
- c) vert pour la fonction « entrer/agir ».

Les touches fonctionnelles du clavier sont marquées par des symboles distincts et présentent une forme différente des touches numériques.

**Art. 8.** Tout poste téléphonique public est pourvu d'un écran d'affichage utilisant un contraste maximal entre les caractères et le fond.

L'affichage est pourvu d'un fond éclairé et les caractères sont lisibles jusqu'à un angle de 120° au moins.

Les caractères affichés à l'écran ont une hauteur minimale de huit millimètres et utilisent une police d'écriture ouverte.

**Art. 9.** L'écouteur du combiné est suffisamment large et assure une bonne couverture de l'oreille de l'utilisateur.

## Sous-section 3. — Dispositifs fonctionnels et ergonomiques des postes téléphoniques publics

**Art. 10.** Si le système de paiement du poste téléphonique public implique l'introduction physique d'une carte, cette dernière dépasse toujours d'au moins deux centimètres l'encoche prévue à cet effet.

L'encoche d'introduction de la carte de paiement est indiquée de manière claire et est conforme à la norme ITU E136 et EN1332-2.

## Afdeling 2. — Specifieke normen

## Onderafdeling 1. — Algemene inrichting, voorkomen en cel van de openbare telefoons

**Art. 2.** Alle openbare telefoons worden op zo'n manier ontworpen en ingericht dat :

- a) ze een gepaste zichtbaarheid bieden, met name door middel van visuele herkenningssignalen die voldoende groot en contrastrijk zijn;
- b) ze een maximale veiligheid aan de gebruiker bieden en hem een voldoende niveau van bescherming van de privacy garanderen;
- c) ze een voldoende bescherming bieden tegen slechte weersomstandigheden en gemakkelijk toegang verlenen voor personen met een beperkte mobiliteit;
- d) ze een werkzone bieden die voldoende verlicht is, namelijk ten minste 200 lx, met een achtergrondverlichting van ten minste 50 lx.

**Art. 3.** In alle openbare telefoons wordt de onderkant van het eindtoestel geplaatst op een hoogte van ten minste 70 centimeter vanaf de grond.

De bedieningstoetsen worden geplaatst op een hoogte van minder dan 120 centimeter vanaf de grond en blijven tenminste 30 centimeter verwijderd van de muur waarop het eindtoestel is bevestigd.

**Art. 4.** Het numerieke toetsenbord en de toetsen die voor specifieke functies bestemd zijn voldoen aan aanbeveling E161 (3/96) van de ITU-T. Bovendien zijn de toetsen zo geschikt dat er op de tast een onderscheid kan worden gemaakt tussen de numerieke toetsen en de toetsen die met andere functies overeenstemmen.

## Onderafdeling 2. — Inrichting van de openbare telefoons die de zintuiglijke waarneming door de gebruiker vergemakkelijken

**Art. 5.** Elke openbare telefoon is voorzien van een systeem voor de versterking van de geluidsontvangst waarmee het vermogensniveau met 20 dB kan worden verhoogd.

Die bediening is toegankelijk via toetsen die een tastbare indicatie geven tijdens het gebruik.

Na elk gesprek wordt het geluidsniveau automatisch op het oorspronkelijke niveau teruggezet.

**Art. 6.** De toetsen van het toetsenbord hebben een concave vorm of overschrijden het algemene vlak van het eindtoestel met minstens 3 millimeter.

De toetsen van het toetsenbord worden in werking gesteld na het uitoefenen van een druk tussen 90 en 170 gr en geven een activerings-sig-naal dat tegelijk tastbaar, hoorbaar en zichtbaar is via het weergavescherm.

**Art. 7.** Alleen de toets van het numerieke toetsenbord dat overeenstemt met nummer « 5 » is voorzien van een verhoogd punt dat voldoet aan de norm ETSI ES 201 381, 1998.

Het toetsenbord maakt gebruik van een lettertype met een open vorm en volgt de onderstaande kleurencode :

- a) rood voor de functie « annuleren »;
- b) geel voor de functie « klaar/corrigeren »;
- c) groen voor de functie « invoeren/uitvoeren ».

De functietoetsen van het toetsenbord zijn gemarkeerd met duidelijke symbolen en hebben een andere vorm dan de numerieke toetsen.

**Art. 8.** Elke openbare telefoon is voorzien van een weergavescherm dat gebruikmaakt van een maximaal contrast tussen de karakters en de achtergrond.

Het scherm heeft een lichte achtergrond en de karakters zijn leesbaar tot een hoek van minstens 120°.

De karakters die op het scherm verschijnen zijn minstens acht millimeter hoog en hebben een lettertype met een open vorm.

**Art. 9.** Het oorstuk van de hoorn moet breed genoeg zijn en het oor van de gebruiker voldoende bedekken.

## Onderafdeling 3. — Functionele en ergonomische bepalingen inzake openbare telefoons

**Art. 10.** Als het betaalsysteem van de openbare telefoon inhoudt dat een kaart fysiek wordt ingevoerd, dan steekt die minstens twee centimeter uit buiten de gleuf die hiervoor dient.

De invoergleuf voor de betaalkaart wordt duidelijk aangegeven en voldoet aan de normen ITU E136 en EN1332-2.

**Art. 11.** Tout message essentiel au bon fonctionnement de l'équipement terminal est transmis par voie d'affichage sur écran et par voie audible, la sortie vocale utilisant une basse fréquence.

**Art. 12.** Le combiné de l'équipement terminal est conçu de manière à pouvoir être facilement décroché et raccroché.

Le combiné présente une ergonomie permettant une prise en main et une manipulation aisées. Il est en outre conçu de sorte que l'écouteur et le microphone fassent contrepois.

**Art. 13.** L'équipement terminal offre une mémoire tampon suffisante pour l'introduction complète d'un numéro de téléphone et l'activation de l'appel.

**Art. 14.** L'expiration de la durée de communication disponible est indiquée clairement de manière visuelle et audible.

*Section 3. — Contrôle*

**Art. 15.** Le prestataire de la composante « postes téléphoniques publics » du service universel des communications électroniques communique préalablement à l'Institut tout projet d'installation de postes téléphoniques publics, en détaillant la façon dont les dispositions du présent arrêté sont rencontrées dans ledit projet.

*Section 4. — Dispositions finales*

**Art. 16.** Notre Ministre qui a les Communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

**Art. 11.** Ieder bericht dat essentieel is voor de goede werking van de eindapparatuur wordt meegedeeld door weergave op het scherm en met geluid, waarbij de stemuitgang een lage frequentie gebruikt.

**Art. 12.** De hoorn van de eindapparatuur moet zo worden ontworpen dat deze gemakkelijk van de haak kan worden genomen en worden opgehangen.

Het ergonomisch ontwerp van de hoorn moet maken dat die gemakkelijk kan worden vastgenomen en gehanteerd. Hij moet bovendien zo zijn ontworpen dat het oorstuk en de microfoon elkaar in evenwicht houden.

**Art. 13.** De eindapparatuur moet voldoende buffergeheugen hebben om een telefoonnummer volledig in te voeren en de oproep te activeren.

**Art. 14.** Het verstrijken van de beschikbare beltijd moet visueel en auditief duidelijk worden aangegeven.

*Afdeling 3. — Controle*

**Art. 15.** De aanbieder van het element « openbare telefoons » van de universele dienst inzake elektronische communicatie deelt elk project voor het installeren van openbare telefoons mee, en beschrijft hierbij op gedetailleerde wijze hoe het bewuste project aan de bepalingen van dit besluit voldoet.

*Afdeling 4. — Slotbepalingen*

**Art. 16.** Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Elektronische Communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,  
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 3046

[C — 2007/11248]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à la mise à disposition des données nécessaires à la confection de l'annuaire universel et à la fourniture du service universel de renseignement

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

La loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, dans sa partie concernant l'annuaire universel et le service universel de renseignement contient des dispositions imposant aux opérateurs l'obligation de mettre à la disposition des prestataires de service universel les données nécessaires pour assurer ces services.

Le présent projet d'arrêté soumis à Votre signature a pour objet de mettre en œuvre ces dispositions.

**COMMENTAIRE DES ARTICLES**

L'article premier reprend diverses définitions.

Il faut souligner que les données abonnés fournies par l'opérateur ne sont pas nécessairement celles de l'abonné lui-même, mais celles de l'utilisateur final du raccordement, telles que communiquées par l'abonné. Il est en effet assez fréquent qu'une personne contracte un abonnement au bénéfice d'un tiers.

La notion de « données abonnés minimales » définit les données minimales à collecter nécessairement par l'opérateur auprès des abonnés qui souhaitent figurer sur les listes destinées au annuaire universelle ou au service universel de renseignements.

L'article 2 instaure le principe au terme duquel les prestataires du service universel « annuaires » ou « renseignements », adressent une demande aux opérateurs afin d'obtenir les données nécessaires à leurs activités.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 3046

[C — 2007/11248]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de beschikbaarstelling van de gegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van de universele telefoongids en voor de levering van de universele inlichtingendienst

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

De wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bevat in het gedeelte met betrekking tot de universele telefoongids en universele inlichtingendienst bepalingen die de operatoren de verplichting opleggen om aan de aanbieders van de universele dienst de gegevens te verstrekken die nodig zijn om die diensten te verlenen.

Het onderhavige ontwerp van besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel die bepalingen ten uitvoer te leggen.

**COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN**

Het eerste artikel bevat diverse definities.

Er dient te worden benadrukt dat de abonneegegevens die door de operator worden verstrekt, niet noodzakelijk de gegevens van de abonnee zelf zijn, maar die van de eindgebruiker van de aansluiting, zoals die door de abonnee zijn meegedeeld. Het komt namelijk nogal vaak voor dat een persoon een abonnement neemt ten gunste van een derde.

Het begrip "minimale abonneegegevens" definieert de minimale gegevens die de operator noodzakelijkerwijs moet verzamelen bij de abonnees die op de lijsten willen voorkomen die bestemd zijn voor de universele telefoongids of voor de universele inlichtingendienst.

Artikel 2 stelt het principe in krachtens het welk de aanbieders van de universele dienst inzake telefoongids of inlichtingen, aan de operatoren een verzoek richten om de gegevens te krijgen die ze voor hun activiteiten nodig hebben.